

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 04/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THERMOCOLOR CENTRE

59 rue du Maréchal Leclerc
BP 15
28110 Lucé

Références : IC24006-VAT20240015
Code AIOT : 0010000458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement THERMOCOLOR CENTRE implanté 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMOCOLOR CENTRE
- 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000458
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THERMOCOLOR Centre réalise du traitement (sans chrome) de pièces en aluminium utilisées pour fabriquer des cadres de fenêtres, des vérandas, du mobilier urbain. La pièce est ensuite peinte par poudrage avec des peintures polyester.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 19 octobre 2022
- La gestion de la ressource en eau – sécheresse

- Installations de refroidissement : groupes froids
- Les moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification périodique des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4	Sans objet
2	Liste des équipements sous-pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3	Sans objet
4	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.1	Sans objet
5	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.12	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2	Sans objet
7	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3	Sans objet
8	Traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 02/01/2015, article 8.1.2.1.4	Sans objet
9	Situation administrative (rubrique 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	Sans objet
10	Etanchéité des appareils contenant des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux relatifs au risque accidentel sont globalement maîtrisés par l'industriel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification périodique des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée :

<p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification visuelle des installations de protection contre la foudre n'a pas été réalisée en 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>Réaliser au plus tôt la vérification complète des installations de protection contre la foudre et transmettre le rapport de l'organisme ayant effectué le contrôle dans le mois suivant sa réception. L'anomalie relevée lors vérification complète du 5 mai 2022 relative à une section de conducteurs de câblage trop faible au niveau du TGBT a été levée en janvier 2023.</p> <p>L'exploitant indique que la vérification complète des installations de protection contre la foudre sera programmée en 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Liste des équipements sous-pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous-pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements sous-pression n'est pas établie.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie</p>

Prescription contrôlée :

[...] La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des points d'eau (5 au maximum) judicieusement répartis, utilisables par les services de secours et permettant d'assurer pendant 2 heures un débit en fonctionnement simultané de 300 m³/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m³. Ces points d'eau peuvent être :

- des poteaux incendie DN100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar ;
- des poteaux incendie DN150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m³/h sous 1 bar ;
- une ou des réserves incendie répondant aux caractéristiques suivantes :
- disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m³ ;
- disposer d'une aire d'aspiration de 32 m² (8x4) par tranche de 120 m³ ; chaque aire est stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ;
- disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration par tranche de 120 m³.

La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessus sont respectés. La répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m³/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Le reste du débit, à savoir 120 m³/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment.

[...]

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations : La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les poteaux incendie de la ville dont Chartes Métropole (CmEau) est en charge du suivi des hydrants.

Pour la défense devant couvrir le besoin en eau de 180 m³/h à moins de 200 mètres :

- le poteau n°113 situé rue de maréchal Leclerc de diamètre nominal 100 est en capacité de délivrer 120 m³/h sous 1 bar selon CmEau ;
- le poteau n°3 situé dans le village d'entreprise de diamètre nominal 100 est en capacité de délivrer 76 m³/h sous 1 bar suivant le rapport de vérification de Bureau Veritas du 23 juin 2022.

Le besoin en eau de 180 m³/h à moins de 200 mètres est satisfait.

Pour la défense devant couvrir le besoin en eau de 120 m³/h à moins de 400 mètres :

- le poteau n°4 situé rue du général Marceau de diamètre nominal 100 est en capacité de délivrer 115 m³/h sous 1 bar,
- le poteau n°15 situé rue Maurice Violette de diamètre nominal 100 est en capacité de délivrer 87 m³/h sous 1 bar

Le besoin en eau de 120 m³/h à moins de 400 mètres est satisfait.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : réseau public de Chartres Prélèvement maximal annuel : 4000 m3</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. [...]</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : Le relevé des consommations d'eau arrêté au 14 septembre 2023 indique une consommation de 1318 m3. Selon l'exploitant le seuil de 2000 m3 d'eau consommée ne devrait pas être atteint en fin d'année.</p> <p>L'installation de traitement de surface fonctionne en zéro rejet depuis 2020. Les eaux issues du traitement sont recyclées dans le process.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets d'eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets d'eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejets des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis :</p> <p>MES : 35 mg/l HCT : 5 mg/l DCO : 150 mg/l</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les résultats d'analyse des rejets d'eaux exclusivement pluviales réalisé le 10 mai 2023 sont : MES : 2 mg/l HCT : 0.1 mg/l DCO : 12 mg/l</p> <p>Les valeurs limites en concentration des eaux exclusivement pluviales non polluées dans le réseau de collecte urbain sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyen d'intervention</p>

Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...]
Les moyens de secours sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle après intervention de la société JOFO France en janvier 2023 des dispositifs de désenfumage conclut à leur bon fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]
Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum à une périodicité annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le compte-rendu de vérification complète des installations électriques Q18 du 28 mars 2023 par DEKRA Industrial conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport de vérification par thermographie infrarouge sous référentiel de la règle APSAD R19 réalisé la semaine précédent l'inspection n'était pas disponible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2015, article 8.1.2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrage épuratoire
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les écoulements potentiels sur le revêtement de la station de traitement zéro rejet sont dirigés vers un point bas équipé d'un système déclenchant une alarme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situation administrative (rubrique 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A)</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : La présence de deux groupe froids contenant 55,3 kg de R410A chacun ainsi que le présence d'un assécheur d'air à gaz réfrigérant contenant 4,5 kg de R134A est constatée en inspection.</p> <p>Il est demandé en fin d'inspection à l'exploitant de réaliser un inventaire exhaustif de tous les équipements clos contenant des gaz à effet de serre fluorés dans les équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg et de porter les modifications à connaissance du préfet.</p> <p>Par courrier du 6 novembre 2023, l'exploitant a porté à connaissance du préfet cette erreur de déclaration de sa situation administrative sans avoir identifié d'autre équipement frigorifique ou climatique concerné par le classement sous la rubrique 1185.</p> <p>Or, seuls sont classés les établissements dans lesquels l'emploi dans des équipements clos de gaz à effet de serre fluorés dans les équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg dont la quantité cumulée de fluide est supérieure ou égale à 300 kg.</p> <p>L'établissement demeure non classé sous la rubrique 1185-2 pour une capacité déclarée totale de gaz à effet de serre fluorés de 115,1 kg au lieu de 55,3 kg.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etanchéité des appareils contenant des fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Absence de fuite
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'étanchéité des groupes froids est garantie par apposition d'une vignette adhésive bleue jusqu'au 9 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite